



LÉGATION DE SUISSE  
AU MEXIQUE

MEXICO, le 28 février 1952.

Paseo de la Reforma 503-402

Case postale 1027

Téléphone: Ericsson 11-05-82

RÉFÉRENCE: NOTRE .....  
VOTRE .....

RAPPORT POLITIQUE N° 2

L'aide militaire des Etats-Unis au Mexique

Monsieur le Conseiller fédéral,

Toute la presse locale fait grand bruit autour de "l'attitude héroïque" du Président Aleman qui vient de refuser l'aide militaire des Etats-Unis après la visite d'une délégation américaine arrivée ici le 6 février pour négocier un accord destiné à établir les bases de cette aide offerte au Mexique dans le cadre des résolutions du Pacte de Rio de 1947, et dans l'esprit du programme de sécurité mutuelle prévu par l'ONU pour les Etats de l'Amérique latine destinés à participer à la défense de l'hémisphère occidental.

Les journaux les plus importants ont tous commenté cet événement en soulignant l'excellente impression produite dans le pays par la décision du Gouvernement qui prouve sa volonté d'indépendance et sa parfaite liberté d'action à l'égard du puissant voisin...

Monsieur le Conseiller fédéral

Max P e t i t p i e r r e ,

Chef du Département politique fédéral,

B e r n e .



Quant au communiqué officiel, il se borne à déclarer que si le Mexique a décliné l'aide militaire qui lui est offerte, les pourparlers ont cependant toujours été menés dans un esprit de très grande cordialité et de compréhension mutuelle et que rien ne s'oppose à ce qu'ils soient repris plus tard, en temps opportun.

Le Chargé d'Affaires des Etats-Unis d'Amérique, que j'ai vu ce matin, ne m'a pas caché qu'il était certain que ces négociations recommenceraient après les élections car, si les propositions américaines se sont heurtées aujourd'hui à un refus, c'est parcequ'une telle attitude du parti au pouvoir, constitue un excellent atout dans sa campagne destinée à assurer l'élection à la présidence de Ruiz Cortinez, le fidèle disciple de M. Aleman.

Voici les conditions que les Etats-Unis mettaient à leur aide, et qui naturellement n'ont pas été publiées.

Interdiction du parti communiste au Mexique et droit de surveillance pour la répartition des fonds et des armes. Washington, depuis sa cruelle expérience chinoise, veut en effet éviter que ses dollars soient de nouveau gaspillés et ses armes vendues à vil prix à droite et à gauche. Cette surveillance aurait été effectuée d'une manière très discrète par une délégation militaire américaine en civil.

Si l'on comprend le Gouvernement mexicain dans son refus d'accepter la première condition, car une attitude aussi peu démocratique lui aurait attiré les foudres d'une très grande partie de la presse et aurait nui au succès de l'élection de Ruiz Cortinez, par contre, l'on doit admettre que le droit de regard demandé par les Etats-Unis n'est pas excessif.

3.

Quant à l'envoi d'un bataillon en Corée, que certains journaux de gauche prétendaient que Washington avait réclamé, nous savons que cette importante question n'a pas été traitée, les Etats-Unis prévoyant avec raison qu'ils se heurteraient à un refus catégorique du Gouvernement mexicain.

L'insuccès momentané de la mission américaine, venue ici exprès pour ces négociations, est compensé par les autres accords militaires que les Etats-Unis viennent de signer avec deux pays de l'Amérique latine : le 20 février avec l'Equateur, le 22 février avec le Pérou, et des accords semblables sont déjà proposés au Chili, à la Colombie, à Cuba et au Brésil.

Selon une source sûre, il paraîtrait que les deux conditions susmentionnées auraient été acceptées par l'Equateur et le Pérou.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, les assurances de ma haute considération.

